

Brochure n° 3049 | Convention collective nationale

IDCC : **1557** | **COMMERCE DES ARTICLES DE SPORT ET ÉQUIPEMENTS DE LOISIRS**

Accord du 11 février 2021
relatif aux salaires minima conventionnels

NOR : ASET2150656M

IDCC : 1557

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

DICA ;

Union sport & cycle,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CSFV CFTC ;

CSD CGT ;

FCS UNSA,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord a pour objet de fixer les salaires minima conventionnels applicables aux salariés des entreprises relevant de la convention collective des entreprises de la filière sports-loisirs.

(Voir page suivante.)

Article 1^{er} | Salaires minima conventionnels

Les salaires minima conventionnels de la branche, définis pour un temps de travail égal à la durée légale du travail sont augmentés conformément au tableau ci-dessous :

(En euros.)

Coefficient et statut		Minimum conventionnel mensuel	Pourcentage d'augmentation par rapport à l'accord de 2019
Employé	130	1 554,58	Smic
	140	1 557,53	2,20 %
	150	1 562,64	2,20 %
	160	1 569,79	2,20 %
	170	1 600,00	2,04 %
	175*	1 601,00	–
	180	1 602,00	2,04 %
	185*	1 603,00	–
	190	1 606,86	1,70 %
	200	1 618,49	1,60 %
Agent de maîtrise	220	1 728,22	1,60 %
	240	1 773,94	1,60 %
	250	1 832,86	1,60 %
	280	1 943,61	1,60 %
Cadre	320	2 207,77	1,60 %
	350	2 319,53	1,60 %
	380	2 467,86	1,60 %
	390	2 569,46	1,60 %
	420	2 731,01	1,60 %
	450	2 976,88	1,60 %
	500	3 187,19	1,60 %
	550	3 420,87	1,60 %
* Coefficient spécifique au secteur des véhicules de loisirs.			

Article 2 | Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes

L'examen du rapport de branche et des données portant sur la situation des femmes et des hommes par coefficient ne révèle pas d'écart de rémunération entre les femmes et les hommes.

Les signataires conviennent néanmoins de rappeler aux entreprises qu'il leur appartient de corriger les écarts de rémunération qu'elles pourraient éventuellement constater entre leurs salariés femmes et hommes.

Article 3 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Il n'est pas prévu de disposition spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 4 | Dispositions finales

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 2021.

Il sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère chargé du travail l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 11 février 2021.

(Suivent les signatures.)